



## Union des Finanzpersonals in Europa

---

### **L'U.F.E. RENCONTRE M. ZOUREK, LE NOUVEAU DIRECTEUR GENERAL DE TAXUD**

Le 8 mai dernier, une délégation de l'UFE rencontrait M. ZOUREK, le nouveau Directeur Général nommé à la tête de TAXUD, Direction chargée, au sein de l'Union Européenne, de la fiscalité et de l'Union douanière. Cette rencontre faisait suite au courrier du Président de l'UFE adressé à M. BARROSO, concernant les revendications des agents des finances à travers l'Europe. En premier lieu, M.ZOUREK nous a rappelé que : *« la Commission européenne partageait nos préoccupations sur l'ampleur de la fraude fiscale et douanière en Europe »*. Il a, par ailleurs, repris les termes de son précédent courrier, citant les propos de M. BARROSO devant le Parlement Européen – *« Des chiffres récents indiquent que près de 1 000 milliards d'€ sont perdus chaque année du fait de la fraude et de l'évasion fiscales. Comparez ces 1 000 milliards à ce qui est nécessaire pour renflouer les budgets nationaux et vous comprendrez combien de problèmes pourraient être résolus. Une réponse forte et unie est la seule solution afin de traiter ce problème. La Commission travaille sur des mesures concrètes pour renforcer notre action contre la fraude et l'évasion fiscale »*.

Le Président de l'UFE, après quelques mots sur le contexte de crises financière, économique, budgétaire et sociale, s'est félicité de voir la Commission européenne prendre, enfin, la dimension de la fraude fiscale à travers l'Europe, attestant ainsi, les diverses estimations des dégâts budgétaires de ce phénomène, par de nombreux syndicats membres de l'UFE, et ce depuis de longues années. Il a cependant mis en évidence l'incohérence des décisions politiques prises par beaucoup de gouvernements organisant des restructurations brutales des administrations et surtout les suppressions massives d'emplois dans les administrations fiscale et douanière un peu partout en Europe. A cet égard, l'exemple des décisions prises en Grèce concernant l'administration fiscale et les réductions d'effectifs apparaissent comme des « non-sens » stratégiques. M. ZOUREK a concédé qu'il fallait envisager des mesures pour soutenir l'action de nos collègues grecs pour lutter plus efficacement contre la fraude fiscale – qui avoisine les 30 milliards d'€ (ndlr) – et que diverses pistes doivent être étudiées dans ce but.

Fernand MULLER, Président du Comité fiscal de l'UFE a poursuivi l'échange en rappelant les positions de notre organisation en matière de convergence nécessaire des lois fiscales au sein de l'Europe afin d'éviter les « effets d'aubaine » optimisés par les grands groupes et les multinationales, citant par exemple les stratégies de grandes sociétés en matière « d'optimisation fiscale ». Rappelant au passage le système des *intérêts notionnels* en Belgique, mais également plusieurs cas de niches fiscales qui alimentent la concurrence fiscale entre Etats-membres. Fernand a également rappelé notre revendication de la mise en place au niveau de l'U.E. d'un

système de taxation des transactions financières ainsi que notre souci de voir réformer le système bancaire en séparant les activités entre les banques de dépôt et les « banques d'affaires » afin de combattre les effets dévastateurs des opérations spéculatives. Nous sommes, par ailleurs, revenus sur les conclusions du rapport rendu par M. KOVACS concernant les constats d'insuffisance des effectifs dans les administrations des finances face à l'accroissement de la fraude et au déficit de coopération internationale (et surtout européenne). M. ZOUREK, a rappelé la création d'EUROFISC (dont l'UFE s'était félicitée !) et les velléités d'impulsion de la part de la Commission de coopérations encore plus réactives entre les Etats-membres.

Il nous a indiqué que TAXUD et le Commissaire européen avaient, en la matière, un rôle et une obligation de « dynamiseurs » de telles ambitions, mais qu'il appartenait toujours, en définitive, à chaque gouvernement de mettre en œuvre les moyens nécessaires dans ce sens. Le « livre vert » concernant l'avenir du système de TVA intracommunautaire a fait l'objet d'échanges de points-de-vue et nous avons indiqué que l'UFE suivait attentivement l'évolution des débats à ce sujet.

Gabor HOLECZ, vice-président de l'UFE a, par la suite, rappelé les préoccupations de notre organisation en matière d'évolution des administrations douanières à travers l'U.E. soulignant les graves difficultés liées aux opérations de fusion des douanes et des impôts en Hongrie, mais également les incompréhensions liées au « mélange des genres » en matière de missions. Dans ce sens, il a rappelé les interrogations grandissantes concernant l'organisation ou la coordination des opérations de contrôle entre les douaniers et les policiers, notamment en matière de trafics de cigarettes, d'alcool, de drogues, d'armes et de travail clandestin. Serge COLIN et Gabor HOLECZ ont par ailleurs souligné l'urgence à prendre en compte nos revendications en matière de « fumigation des containers ». Dans ce domaine, il s'agit de mesurer rapidement les risques majeurs encourus, non seulement par les collègues douaniers, lors des opérations de contrôle sur ces containers contenant des gaz toxiques, mais également pour les consommateurs des marchandises soumises lors de leur conditionnement à des traitements chimiques à haute dose.

Un prochain rendez-vous avec le Commissaire L. ANDOR devrait permettre à l'UFE de présenter ces sujets avec force détails et exemples apportés par nos collègues des Douanes à travers l'Europe.

Concernant le fonctionnement des administrations douanières, M. ZOUREK a rappelé que « *la Commission (rapport de décembre 2011) rejoignait nos préoccupations, notamment, quant à la nécessité de renforcer les mécanismes d'analyse de risque et de rechercher des synergies avec les autres autorités qui interagissent avec les douanes dans le contrôle des marchandises* ».

En conclusion, sur ces sujets, Serge a, d'ores et déjà, suggéré au Directeur Général de TAXUD de programmer prochainement d'autres entrevues avec ses collaborateurs pour évoquer divers points dans le détail. Par ailleurs, M. ZOUREK a reçu notre invitation pour participer aux débats du congrès de l'UFE en septembre prochain.

Serge et Gabor ont aussi souhaité rappeler à notre interlocuteur, la dégradation des conditions d'exercice du droit syndical dans plusieurs pays à travers l'Europe, et notre préoccupation au regard d'un climat social où la répression des mouvements sociaux semble prendre le pas sur le dialogue social totalement indispensable au progrès et au respect de la démocratie.

